

natoire et d'inefficace. La lecture des annonces classées dans les journaux indique bien qu'il y a au pays une pénurie chronique de spécialistes. Je parle de ceux qui sont doués des aptitudes voulues pour répondre aux exigences croissantes de l'industrie et du commerce. On voit toujours de ces annonces. Nous ne semblons pas capables de combler ce genre de besoin. Il n'en coûterait que 10c. pour faire un relevé à ce sujet en parcourant ces annonces classées quotidiennes. C'est un procédé coûteux que de parfaire la formation de ceux qui sont déjà au travail, pour les amener à donner leur pleine mesure, en vue d'alléger la contrainte et les rigueurs qui pèsent sur les plus vulnérables en périodes de récession économique et qui sont congédiés à la première alerte.

Si le député d'Oshawa-Whitby avait parlé de la nécessité d'une politique plus vigoureuse à l'endroit des handicapés, je l'aurais appuyé d'emblée. Il convient non seulement d'examiner notre accord avec les provinces à cet égard, mais il faut aussi le reviser totalement. Au Canada, il y a des centaines de milliers de gens qu'on pourrait appeler désavantagés. Ces gens ne peuvent fournir à la société tout l'apport dont ils seraient capables parce que nous n'avons pas su concevoir une politique fédérale et provinciale d'ensemble, susceptible de les intégrer au processus de production.

• (3.00 p.m.)

A certains égards, je suis d'accord avec le député d'Oshawa-Whitby sur la clause de trois ans. Son effet restrictif se manifeste dans certains domaines, mais elle est par ailleurs d'une grande utilité dans d'autres. C'est sans doute pourquoi les choses en sont restées au même point depuis quelque temps. On serait sûrement bien avisé de n'y rien changer afin de ne pas inciter les jeunes à abandonner leurs études. Du point de vue de notre politique d'immigration, l'effet en est cependant négatif si nous voulons, et c'est le cas, attirer au Canada des jeunes qui sortent des écoles techniques. Si à leur arrivée ces jeunes immigrants pouvaient recevoir une formation visant l'adaptation, ils en tireraient grand profit. Une telle formation n'est pas disponible à l'heure actuelle. C'est là un domaine où cette clause a peut-être un effet négatif. Je serais tenté de croire que le député d'Oshawa-Whitby (M. Broadbent) n'a pu résister à la tentation de désigner la Suède comme le pays dont l'exemple est si légendaire que tout le monde se tourne vers lui pour s'en inspirer. Mais je me demande si, ce faisant, le député a aussi pris la peine de regarder quel a été l'indice d'inflation de la Suède depuis 10 ou 15 ans pendant que se poursuivait la planification économique adoptée par ce pays.

Il est bien vrai que les Suédois ont parfaitement réussi à obtenir un taux d'emploi très élevé, mais ils y sont parvenus au détriment de ceux qui vivent de revenus fixes et de ceux qui ont souffert et souffrent encore—je m'en suis rendu compte l'année dernière à l'occasion d'un bref voyage dans ce pays—d'une tendance inflationniste qui est de loin la plus forte par rapport aux autres nations occidentales. Tout ce que je veux dire, c'est que lorsque nous faisons l'éloge d'un autre système, il faut s'appliquer à considérer tous les faits, bien qu'il soit excellent de regarder ce qui se fait ailleurs.

**M. Broadbent:** L'honorable représentant me permettrait-il une question?

**M. Caccia:** Oui, monsieur l'Orateur, mais à la fin de ma déclaration. J'ignore si le député d'Oshawa-Whitby a pris la peine—j'espère que oui—de mentionner aussi la nécessité d'une politique, de la part de la force ouvrière, visant en particulier tous les travailleurs. C'est quelque chose qui mérite une certaine attention dans notre société qui condamne sans appel ceux qui n'ont pas eu l'avantage d'obtenir une certaine formation. Dans certains secteurs de l'industrie, nous pouvons voir un phénomène qui semble se répéter; certaines industries semblent dans l'incapacité de demeurer concurrentielles et doivent fermer leurs portes et mettre à pied un pourcentage élevé de leurs vieux employés. C'est un domaine qui exige notre attention, ne serait-ce que pour y apporter une amélioration minimum et aider ceux qui, jusqu'à maintenant, sont parvenus à trouver un emploi malgré leur niveau d'instruction limité et leurs modestes connaissances techniques.

En conclusion, on peut seulement penser que la motion du député d'Oshawa-Whitby est peut-être fondée sur des cas isolés tout à fait légitimes, mais qui ne représentent pas l'effet global de la politique de la main-d'œuvre sur le développement des ressources humaines de notre pays. A ce sujet, je sais qu'aucun homme politique ne pourra jamais prétendre que 250 millions de dollars par an pourront un jour suffire, vu les ressources disponibles et les restrictions actuelles, mais j'estime que les réalisations du Canada en matière de formation de la main-d'œuvre sont tout à fait exceptionnelles.

**M. Broadbent:** Je serai très bref, monsieur l'Orateur car d'autres députés attendent leur tour, mais le député a parlé du taux d'inflation en Suède. Il trouvera peut-être parmi ses documents, que quelqu'un a rassemblés pour